

De toelage is enkel verschuldigd voor de perioden gedurende welke deze personeelsleden zich in de administratieve stand dienstactiviteit bevinden.

De toelage wordt geschorst, wanneer de evaluatievermelding "ongunstig" wordt toegekend.

Wanneer de ambtenaar of de stagiair deeltijds werkt, wordt de toelage tot passend beloop verminderd.

Art. 7. § 1. In afwachting van het aanleggen van een wervingsreserve van preventieverantwoordelijken als bedoeld in artikel 1, door het organiseren van een vergelijkend wervingsexamen overeenkomstig artikel 2:

1° wordt gezorgd voor de ambten van preventieverantwoordelijken door oproep tot statutaire mobiliteit van de adviseurs voor hulpverlening aan jeugd of de directeurs voor jeugdbescherming;

2° wordt tegelijkertijd een interne en externe oproep tot het indienen van kandidaturen gedaan om deze ambten contractueel in te vullen.

De personen die zich kandidaat willen stellen voor de oproepen bedoeld bij het tweede lid, moeten aan de voorwaarden van lid 2 voldoen.

§ 2. Voor de in het eerste lid, 1° van de vorige paragraaf bedoelde statutaire mobiliteit, wordt de vacature ter kennis gebracht van de ambtenaren die benoemd kunnen worden, door middel van een bekendmaking van de vacante betrekking.

De Regering benoemt preventieverantwoordelijken op basis van een dossier dat door de Directieraad wordt samengesteld na een vergelijking van de bekwaamheidsbewijzen en verdiensten van de kandidaten.

De aangewezen preventieverantwoordelijken die deel uitmaken van de ambtenaren van het Ministerie van de Franse Gemeenschap behouden de verworven voordelen van hun statuut.

§ 3. De in lid 1, 2°, van paragraaf 1 bedoelde interne en externe oproepen tot het indienen van kandidaturen vinden plaats overeenkomstig het besluit van 15 april 2014 betreffende de voorwaarden voor de werving en de administratieve en geldelijke toestand van het contractueel personeel van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het comité van sector XVII ressorteren.

§ 4. De contractuele personeelsleden die krachtens deze bepaling zijn aangeworven, hebben recht op de weddeschaal en de toelage bedoeld in de artikelen 4 en 5.

De toelage is niet verschuldigd voor de periodes waarin de overeenkomst van de betrokkene is opgeschort.

De toelage wordt opgeschort wanneer de ongunstige beoordeling wordt toegekend.

Wanneer het contractuele personeelslid deeltijds werkt, wordt de toelage tot passend beloop verminderd.

Art. 8. De Minister van Ambtenarenzaken en de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd worden belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 september 2018.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuzen, Sport en de Promotie van Brussel,
R. MADRANE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/204997]

17 JUILLET 2018. — Décret-programme portant des mesures diverses pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent décret règle des matières visées tant à l'article 127 qu'à l'article 128 de la Constitution.

CHAPITRE II. — Mesures en matière de santé et d'action sociale

Section 1^{re}. — Modifications apportées au décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé

Art. 2. À l'article 19 du décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé, les mots " cinq ans " sont remplacés par les mots " dix ans ".

Art. 3. À l'article 20, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « cinq ans » sont remplacés par les mots " dix ans ».

Art. 4. À l'article 20, alinéa 2 du même décret, les mots « deux ans » sont remplacés par les mots " sept ans ".

Section 2. — Agréments des services médicaux du travail

Art. 5. Les agréments des services médicaux du travail visés à l'article 106 du Règlement général de la protection au travail relevant de la Région wallonne et arrivant à échéance au 31 décembre 2018 sont renouvelés de plein droit jusqu'à l'adoption de nouvelles dispositions en la matière par la Région wallonne.

Section 3. — Modifications du décret du 9 mars 2017 relatif au prix d'hébergement et au financement de certains appareillages des services médico-techniques lourds en hôpital

Art. 6. L'article 22 du décret du 9 mars 2017 relatif au prix d'hébergement et au financement de certains appareillages des services médico-techniques lourds en hôpital est abrogé.

Section 4. — Modifications au Code wallon de l'Action sociale et de la Santé

Art. 7. L'article 418/14 du CWASS est remplacé par ce qui suit :

" Art. 418/14. L'Agence est chargée du contrôle de l'utilisation des subventions octroyées à la plate-forme. ».

Art. 8. Il est inséré dans le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé un article 283/1 rédigé comme suit :

« Art. 283/1. Le Gouvernement arrête les règles de programmation, d'agrément, de contrôle, d'organisation des services résidentiels et d'accueil de jour pour personnes en situation de handicap situées sur le territoire de la région de langue française mais pour lesquels les décisions de placement et de financement sont assurées par une autorité étrangère. ».

Art. 9. A l'article 118, alinéa premier, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, les termes « telle que définie à l'article 1^{er}, 13^o, de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation » sont remplacés par les termes « telle que définie à l'article I.9, 55^o, du Code de Droit économique ».

Art. 10. A l'article 121, alinéa premier, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, le 3^o est remplacé par le texte suivant :

« 3^o s'engagent à proposer la médiation de dettes telle que visée à l'article I.9, 55^o, du Code de Droit économique. Le cas échéant, si un règlement collectif de dettes tel que visé aux articles 1675/2 et suivants du Code judiciaire doit être envisagé, l'institution publique ou privée s'engage à en informer la personne visée à l'article 1675/2 de ce Code, à l'assister dans la rédaction de la requête visée à l'article 1675/4 du même Code, et à se proposer comme médiateur de dettes au sens de l'article 1675/4, § 2, 5^o, de ce Code ou à proposer à ce titre un autre médiateur de dettes habilité conformément à l'article 1675/17 du même Code. »

Section 5. — Modifications de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres publics d'action sociale

Art. 11. A l'article 45, § 2, de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres publics d'action sociale, il est inséré un alinéa rédigé comme suit :

« Les mandats et leurs annexes peuvent être établis et signés par voie électronique. ».

Art. 12. A l'article 88 de la même loi, modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2016, les modifications sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par ce qui suit :

" Le Bureau permanent se réunit chaque année durant le mois de septembre au plus tard pour arrêter le budget initial provisoire de l'exercice suivant.

Le Conseil de l'action sociale se réunit chaque année durant le mois d'octobre au plus tard pour arrêter le budget initial définitif de l'exercice suivant. Sur proposition du comité de gestion de l'hôpital, le Conseil de l'action sociale arrête également le budget de chaque hôpital dépendant du centre. ";

2^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 5, les modifications suivantes sont apportées :

- les mots « ainsi que leurs indemnités pour frais de parcours » sont ajoutés entre les mots « des membres du personnel, » et les mots " , l'abonnement au *Moniteur belge* »;

- les mots " l'abonnement au *Moniteur belge* et au Bulletin provincial, " sont abrogés;

3^o au paragraphe 2, alinéa 4, le mot " receveur " est remplacé par les mots " directeur financier ".

Art. 13. Dans la même loi, il est inséré un article 88*bis* rédigé comme suit :

" Art. 88*bis*. Les CPAS transmettent leur budget initial provisoire, leur budget initial définitif ainsi que toute modification budgétaire au Gouvernement selon les modalités arrêtées par ce dernier. ".

Art. 14. Dans la même loi, il est inséré un article 88*ter* rédigé comme suit :

" Art. 88*ter*. Lors de chaque budget et modifications budgétaires, les CPAS élaborent et transmettent des prévisions budgétaires pluriannuelles au Gouvernement selon les modalités qu'il détermine. ".

Art. 15. A l'article 89 de la même loi, modifié par les décrets des 23 janvier 2014 et 21 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par ce qui suit :

" Le Bureau permanent se réunit chaque année durant le mois de février au plus tard pour arrêter le compte budgétaire provisoire de l'exercice précédent qui reprend la situation des droits constatés nets, des engagements et des imputations comptabilisés au 31 décembre de l'exercice précédent. ";

2^o dans l'alinéa 3, devenant l'alinéa 2, la phrase " Le Conseil de l'action sociale arrête chaque année les comptes de l'exercice précédent du centre et les transmet au Gouvernement pour le 1^{er} juin au plus tard sous le format d'un fichier SIC. " est remplacée par la phrase " Le Conseil de l'action sociale se réunit chaque année durant le mois de mai au plus tard pour arrêter les comptes de l'exercice précédent. ".

Art. 16. A l'article 89*bis* de la même loi, inséré par le décret du 27 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots " Dans les cinq jours de leur adoption " sont remplacés par les mots

" Simultanément à leur envoi à l'autorité de tutelle ";

2^o l'alinéa 5 est abrogé.

Art. 17. Dans la même loi, il est inséré un article 89^{ter} rédigé comme suit :

“ Art 89^{ter}. Les CPAS transmettent leur compte budgétaire provisoire et leurs comptes annuels au Gouvernement selon les modalités arrêtées par ce dernier. ”.

Art. 18. Dans la même loi, il est inséré un article 89^{quater} rédigé comme suit :

“ Art 89^{quater}. Le Gouvernement collecte, dans le cadre de ses missions, toute donnée statistique auprès des CPAS. ”.

Art. 19. A l'article 91 de la même loi, modifié par les décrets des 2 avril 1998 et 8 décembre 2005, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} du paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

“ Aucun engagement, imputation ou mise en paiement d'une dépense ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une allocation portée au budget, d'un crédit provisoire alloué dans les conditions et limites fixées par le Gouvernement, d'un crédit transféré conformément à l'alinéa 3 et au paragraphe 2 ou d'un crédit alloué conformément à l'article 88, § 2. »;

2° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

“ § 3. En cas d'avis défavorable du directeur financier tel que prévu à l'article 46 ou dans les cas prévus à l'article 64 du règlement général de la comptabilité communale adapté aux CPAS, le Conseil de l'action sociale ou, en cas de délégation accordée en vertu de la présente loi, l'organe ou la personne qui a reçu délégation, peut décider, sous sa responsabilité, que la dépense est imputée et exécutée. La délibération motivée du Conseil de l'action sociale ou de l'organe ou de la personne qui a reçu délégation est jointe au mandat de paiement.

Lorsqu'il s'agit d'une délibération de l'organe ou de la personne qui a reçu délégation, information en est donnée immédiatement au conseil et l'organe ou la personne qui a reçu délégation peut également décider de soumettre sa décision à la ratification du Conseil de l'action sociale à sa plus prochaine séance. ”;

3° il est inséré un paragraphe 4 rédigé comme suit :

“ § 4. Les membres du Conseil de l'action sociale, l'organe ou la personne auquel celui-ci a donné délégation sont personnellement responsables des dépenses engagées ou ordonnancées par eux contrairement au paragraphe 1^{er}. ».

Art. 20. A l'article 93 de la même loi, remplacé par le décret du 18 avril 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 3, les mots “ dont le directeur financier n'est pas à l'origine ” sont insérés entre les mots “ à la suite d'un vol ” et les mots “ ou d'une perte ”;

2° au paragraphe 4, alinéa 2, les mots “ en tant que juridiction administrative ” sont abrogés.

Art. 21. Dans la même loi, il est ajouté un article 115^{quater} rédigé comme suit :

“ Art. 115^{quater}. Sans préjudice de l'article 728, § 3, alinéa 4 du Code judiciaire, le Bureau permanent du centre public d'action sociale peut désigner soit un de ses membres, soit un membre du personnel, soit un avocat, pour connaître en justice au nom du CPAS. ”.

Art. 22. Dans la même loi, l'article 124, modifié par le décret du 29 mars 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 124. Les Centres publics d'action sociale sont représentés dans les organes de l'association par des membres de leur Conseil de l'action sociale. Ces membres sont désignés par le Conseil suivant les règles déterminées par l'article 27, § 6, alinéa 2, de la présente loi pour l'élection des membres du Bureau permanent.

Les administrateurs représentant les centres publics d'action sociale associés sont de sexe différent. Leur nombre ne peut dépasser un cinquième du nombre de membres du Conseil de l'action sociale. Dans l'hypothèse où la disposition visée à l'article 125 alinéa 1^{er} ne peut être satisfaite, le nombre d'administrateurs représentant les centres publics d'action sociale associés peut être porté à deux cinquièmes du nombre de membres du Conseil de l'action sociale.

Les administrateurs représentant les centres associés sont désignés à la proportionnelle de l'ensemble des Conseils de l'action sociale des centres associés conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral.

Pour le calcul de cette proportionnelle, il est tenu compte des éventuels critères statutaires ainsi que des déclarations individuelles facultatives d'apparement ou de regroupement. Elles sont publiées sur le site internet de la commune.

Les déclarations d'apparement ou de regroupement ne peuvent être faites qu'une seule fois, vers une seule liste et pour l'ensemble des mandats dérivés du conseiller de l'action sociale.

Le Centre communique à l'association, au plus tard le 1^{er} mars de l'année qui suit celle des élections communales ou provinciales, le nom des conseillers de l'action sociale, leur groupe politique et, le cas échéant, les apparetements ou les regroupements, tels qu'ils ressortent des déclarations individuelles actées en séance du Conseil de l'action sociale.

Par contre, il n'est pas tenu compte pour le calcul de cette proportionnelle de la ou des listes de conseillers déposée(s) par un groupe politique du conseil communal qui ne respecte pas les principes démocratiques énoncés, notamment, par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par les protocoles additionnels à cette convention en vigueur en Belgique, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale et de ceux qui étaient administrateurs d'une association au moment des faits à la suite desquels elle a été condamnée pour l'une des infractions prévues par la loi du 30 juillet 1981 ou la loi du 23 mars 1995.

En outre, toute liste de conseillers déposée par un groupe politique démocratique du conseil communal disposant d'au moins un élu au sein d'un des centres associés et d'au moins un élu au Parlement wallon et non représenté conformément au système de la représentation proportionnelle visée au deuxième alinéa, a droit à un siège d'observateur, avec voix consultative, tel que défini à l'article L5111-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Tout groupe politique démocratique représenté au Parlement wallon et au sein d'une des communes dont le centre public d'action sociale est associé à l'association qui ne dispose pas d'un siège au Conseil d'administration a droit à un siège d'observateur, avec voix consultative, tel que défini à l'article L5111-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Par " groupe politique démocratique ", il faut entendre formations politiques qui respectent les principes démocratiques énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par les protocoles additionnels à cette convention en vigueur en Belgique, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la Seconde Guerre mondiale ou toute autre forme de génocide, ainsi que les droits et libertés garantis par la Constitution.

Le Conseil d'administration peut comprendre un ou plusieurs délégués du personnel qui siègent avec voix consultative.

Les alinéas 1^{er} à 7 du présent article s'appliquent *mutatis mutandis* aux représentants des communes. ».

CHAPITRE III. — *Mesures en matière d'emploi et formation (liées aux compétences transférées de la Communauté française à la Région wallonne en vertu de l'article 138 de la Constitution)*

Section 1^{re}. — Modifications apportées au décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion professionnelle

Art. 23. A l'article 16, § 4, alinéa 2, les points 1^o à 3^o sont abrogés.

Un nouvel alinéa soit introduit après l'alinéa 2 prévoyant que :

« En outre, peuvent être invités à assister à la Commission les membres du Gouvernement, ou leurs délégués, afin d'éclairer cette dernière sur une question qui lui est soumise. ».

Section 2. — Modifications apportées au décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises

Art. 24. L'article 24bis, § 5, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

" En outre, peuvent être invités à assister à la Commission, les membres du Gouvernement, ou leurs délégués, afin d'éclairer cette dernière sur une question qui lui est soumise. ».

Section 3. — Modifications apportées au décret du 3 avril 2009 relatif à l'enregistrement ou à l'agrément des agences de placement

Art. 25. L'article 14, § 3, 4^o, est abrogé.

Un nouvel alinéa après l'alinéa 1^{er} soit introduit prévoyant que :

« En outre, peuvent être invités à assister à la Commission les membres du Gouvernement, ou leurs délégués, afin d'éclairer cette dernière sur une question qui lui est soumise. ».

CHAPITRE IV. — *Mesure en matière de développement durable (liée aux compétences transférées de la Communauté française à la Région wallonne en vertu de l'article 138 de la Constitution)*

Section 1^{re}. — Modification apportée au décret du 27 juin 2013 relatif à la stratégie wallonne de développement durable pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution

Art. 26. L'article 9 du décret du 27 juin 2013 relatif à la stratégie wallonne de développement durable pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, modifié pour la dernière fois le 16 février 2017, est abrogé.

CHAPITRE V. — *Modification du Code wallon de l'Agriculture*

Art. 27. A l'article D.2 du Code wallon de l'Agriculture, modifié par le décret du 23 mars 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) un 2/1^o est inséré comme suit :

" 2^o/1 activités liées à l'accueil social rural; ";

b) le 3^o est complété par les mots « et 2/1 »;

2^o le paragraphe 2 est complété par un 16^o rédigé comme suit :

« 16^o l'accueil social rural. ».

Art. 28. A l'article D.3 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o il est inséré un 1/1^o rédigé comme suit :

« 1/1^o accueil social rural : l'accueil dans une structure rurale ou agricole de personnes ou groupes de personnes de tout âge qui, pour des raisons diverses liées à leur santé physique ou mentale, à leur situation sociale, économique, administrative ou familiale éprouvent la nécessité de fréquenter momentanément ou régulièrement un environnement lié à la vie rurale ou agricole, différent de leur cadre de vie habituel; »;

2^o il est inséré un 34/1^o rédigé comme suit :

« 34/1^o structure d'accueil social rural : tout agriculteur ou tout acteur ou structure rurale ayant un projet d'accueil social rural. ».

Art. 29. Dans le Titre IV, Chapitre III, du même Code, il est inséré une Section 3/1 intitulée « Section 3/1. Services d'accompagnement à l'accueil social rural ».

Art. 30. Dans la Section 3/1 insérée par l'article 29, il est inséré un article D.126/1, rédigé comme suit :

« Art. D.126/1. § 1^{er}. Le Gouvernement agréé les services d'accompagnement à l'accueil social rural selon les modalités déterminées aux articles D.5 à D.9.

Le Gouvernement publie annuellement la liste des services agréés.

§ 2. Les missions des services d'accompagnement à l'accueil social rural peuvent être :

- 1° de donner son avis sur toute question que lui soumet le Gouvernement en matière d'agriculture en matière d'accueil social rural;
- 2° le cas échéant, de rendre un avis d'initiative concernant toute question relative à l'accueil social rural;
- 3° de faciliter la mise en place et le maintien de partenariat entre une ou plusieurs structure d'accueil social rural et une ou plusieurs structures sociales ou de santé;
- 4° d'encadrer les structures d'accueil social rural dans le cadre de leur projet d'accueil social;
- 5° d'informer et former les acteurs ruraux, agricoles, sociaux ou de la santé à l'accueil social rural;
- 6° de communiquer, de promouvoir et de sensibiliser le grand public à l'accueil social rural;
- 7° de mettre en réseau les structures d'accueil social rural et les structures sociales et de la santé.

Le Gouvernement peut confier d'autres missions liées à l'accueil social rural aux services d'accompagnement à l'accueil social rural. ».

Art. 31. Dans la même Section 3/1, il est inséré un article D.126/2, rédigé comme suit :

« Art. D.126/2. Le Gouvernement peut subsidier les services d'accompagnement à l'accueil social rural pour les missions prévues à l'article D.126/1.

Pour la subvention visée à l'alinéa 1^{er}, le taux de subside est de minimum 10 pour-cent du coût de gestion et ne peut pas dépasser les coûts de gestion. Le Gouvernement peut déterminer la composition du coût de gestion. ».

Art. 32. Dans la même Section 3/1, il est inséré un article D.126/3, rédigé comme suit :

« Art. D.126/3. Les services d'accompagnement à l'accueil social rural peuvent fixer le montant d'une cotisation pour le financement de ses activités.

Ce montant ne dépasse pas le montant des frais réellement encourus par l'organisme pour s'acquitter de ses missions et pour autant que les frais pris en charge par la cotisation ne fassent à aucun moment l'objet d'une double subvention ou d'un remboursement. ».

Art. 33. Dans le Titre VIII, Chapitre II, du même Code, il est inséré une Section 2/1 intitulée « Section 2/1. L'accueil social rural ».

Art. 34. Dans la Section 2/1, insérée par l'article 33, il est inséré une Sous-section 1 rédigée comme suit : « Champ d'application et conditions d'agrément ».

Art. 35. Dans la Sous-section 1 insérée par l'article 34, il est inséré un article D.218/1, rédigé comme suit :

« Art. D.218/1. L'accueil social rural concoure à l'objectif mentionné à l'article D.1^{er}, § 3, alinéa 1^{er}, 4°. L'accueil est :

- 1° réalisé au sein d'une structure d'accueil social rural;
- 2° occasionnel ou régulier, individuel ou collectif, avec ou sans hébergement;
- 3° un accompagnement et une participation à la vie quotidienne de l'agriculteur ou de la structure rurale et propice à l'activité manuelle en lien avec le monde végétal et animal;
- 4° le cas échéant, mené en collaboration avec une structure sociale ou de santé reconnue par le Gouvernement. ».

Art. 36. Dans la même Sous-section 1, il est inséré un article D.218/2, rédigé comme suit :

« Art. D.218/2. Le Gouvernement peut agréer des structures d'accueil social rural dans le respect des articles D.5 à D.10.

L'octroi de l'agrément est subordonné au respect des conditions déterminées par le Gouvernement. Celles-ci portent sur le rôle de l'accueil social rural aux fins d'atteindre l'objectif mentionné à l'article D.1^{er}, § 3, 4°, et comprennent au minimum :

- 1° les caractéristiques des bâtiments et des abords de la structure d'accueil social rural;
- 2° l'état d'entretien, de salubrité et de propreté, le confort et la sécurité des bâtiments et des abords de la structure d'accueil social rural;
- 3° l'exigence d'assurances spécifiques;
- 4° l'existence d'un projet d'accueil social rural.

Le Gouvernement peut subordonner l'octroi de l'agrément à la conclusion d'une convention simple de partenariat réunissant au minimum une structure sociale ou de santé reconnue par le Gouvernement et une structure d'accueil social rural garantissant le respect des bonnes pratiques de l'accueil social et la qualité du projet d'accueil social.

Le Gouvernement peut arrêter une procédure de renouvellement de l'agrément simplifiée ainsi que le contenu de la demande de renouvellement. Il détermine également la forme de la demande.

La durée initiale de l'agrément peut être prorogée jusqu'au terme de l'examen de la demande de renouvellement. ».

Art. 37. Dans la même Sous-section 1, il est inséré un article D.218/3, rédigé comme suit :

« Art. D.218/3. Lorsque la structure d'accueil social rural cesse de satisfaire à l'une des conditions fixées par le Gouvernement, l'agrément peut être suspendu ou retiré.

Le Gouvernement détermine la procédure de suspension et de retrait de l'agrément conformément à l'article D.9. ».

Art. 38. Dans la Section 2/1, insérée par l'article 33, il est inséré une Sous-section 2 rédigée comme suit : " Condition d'engagement, évaluation et contrôle ».

Art. 39. Dans la Sous-section 2, insérée par l'article 38, il est inséré un article D.218/4, rédigé comme suit :

« Art. D.218/4. Sans préjudice des conditions d'octroi de l'agrément ou du renouvellement de celui-ci, le titulaire de l'agrément, s'engage à respecter, durant toute la durée de celui-ci, les obligations arrêtées par le Gouvernement. ».

Art. 40. Dans la même Sous-section 2, il est inséré un article D.218/5, rédigé comme suit :

« Art. D.218/5. Le Gouvernement désigne les services compétents pour procéder à l'évaluation et au contrôle des structures d'accueil social rural.

Le Gouvernement détermine les missions que les services accomplissent pour autant que celles-ci consistent au moins à :

1° lister les structures d'accueil social rural;

2° procéder, au sein des structure d'accueil social rural, à des visites de contrôle;

3° vérifier par tout moyen utile que les structures d'accueil social rural respectent les conditions d'octroi et de renouvellement de leur agrément et de leurs engagements à respecter durant leur exploitation;

4° procéder à l'évaluation des structures d'accueil social rural;

5° formuler des avis et recommandations et mener leur suivi auprès des structures d'accueil social rural;

6° instruire les plaintes éventuellement déposées par les personnes accueillies bénéficiaires des projets d'accueil social rural ou par des responsables de structures sociales ou de santé reconnues par le Gouvernement.

Le Gouvernement précise les modalités de l'évaluation et du contrôle. Il détermine à cet égard les critères d'évaluation. ».

Art. 41. Dans la même Sous-section 2, il est inséré un article D.218/6, rédigé comme suit :

« Art. D.218/6. En vue de leur évaluation, les structures d'accueil social rural remettent dans un délai déterminé par le Gouvernement aux services désignés par le Gouvernement, un rapport d'activités.

Le Gouvernement détermine le contenu du rapport d'activités. Il peut moduler le contenu du rapport en fonction du type d'accueil mis en place.

Il peut prévoir que le rapport d'activité puisse être réalisé à l'aide ou par un service visé à l'article D.126/1."

Art. 42. Dans la Section 2/1, insérée par l'article 33, il est inséré une Sous-section 3 rédigée comme suit : " Recours ".

Art. 43. Dans la Sous-section 3 insérée par l'article 42, il est inséré un article D.218/7 rédigé comme suit :

« Art. D.218/7. Le demandeur ou le titulaire d'un agrément peut introduire un recours motivé auprès du Gouvernement à l'encontre de la décision :

1° de refus d'agrément;

2° de refus de renouvellement de l'agrément;

3° de suspension ou de retrait de l'agrément.

Le recours est introduit dans les trente jours de la réception de la décision contestée selon les modalités prévues aux articles D.17 et D.18.

Le recours est suspensif s'il porte sur une décision visée à l'alinéa 1^{er}, 2^o ou 3^o. Dans ce cas, la décision est suspendue jusqu'à la décision du Gouvernement statuant sur le recours. ».

Art. 44. Dans la Sous-section 3, il est inséré un article D.218/8, rédigé comme suit :

« Art. D.218/8. Dans les dix jours à dater de la réception du recours, le Gouvernement adresse au demandeur ou au titulaire d'un agrément un accusé de réception, par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi conformément à l'article D.15.

Dans les nonante jours à dater de l'envoi de l'accusé de réception visé à l'alinéa précédent, le Gouvernement statue sur le recours et notifie sa décision au demandeur ou au titulaire de l'agrément.

La décision du Gouvernement est notifiée au demandeur ou au titulaire d'un agrément par tout moyen permettant de conférer une date certaine conformément à l'article D.15. ».

Art. 45. Dans la Sous-section 3, il est inséré un article D.218/9, rédigé comme suit :

« Art. D.218/9. A défaut pour le demandeur ou le titulaire d'un agrément d'avoir reçu la décision du Gouvernement dans le délai visé à l'article D.218/8, alinéa 2, il peut adresser une lettre de rappel au Gouvernement. Celle-ci est envoyée par tout moyen permettant de conférer une date certaine conformément à l'article D.15. Son contenu mentionne le terme " rappel » et, sans ambiguïté, sollicite qu'il soit statué sur le recours dont une copie est jointe à la lettre. A défaut de notification de la décision du Gouvernement dans les trente jours à dater de la réception de l'envoi contenant le rappel, le silence du Gouvernement est réputé constituer une décision de rejet du recours. ».

CHAPITRE VI. — *Gouvernance*

Art. 46. Dans le décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, il est inséré un article 14/1 rédigé comme suit :

« Art. 41/1. Si l'organe de gestion de l'organisme, en vertu de la législation organique qui lui est applicable, délègue une partie de ses pouvoirs, sa délibération relative aux délégations précise les actes de gestion qui sont délégués et la durée de délégation d'un terme maximal de trois ans, renouvelable. Elle est votée à la majorité simple, publiée au *Moniteur belge* et notifiée aux associés, aux administrateurs et aux éventuels commissaires du Gouvernement. Elle prend fin après tout renouvellement intégral de Conseil d'administration.

Le règlement d'ordre intérieur peut prévoir des majorités spéciales. ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 17 juillet 2018.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des Chances,
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation,
du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-Etre animal et des Zonings,
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie,
du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité,
du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux,
du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

(1) Session 2017-2018.

Documents du Parlement wallon, 1143 (2017-2018) N^{os} 1 à 5.

Compte rendu intégral, séance plénière du 17 juillet 2018.

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/204997]

17 JULI 2018. — Programmadecreet houdende verschillende maatregelen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet regelt aangelegenheden bedoeld zowel in artikel 127 als in artikel 128 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Maatregelen inzake gezondheid en sociale actie*

Afdeling 1. — Wijzigingen in het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie

Art. 2. In artikel 19 van het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie worden de woorden "vijf jaar" vervangen door de woorden "tien jaar".

Art. 3. In artikel 20 van hetzelfde decreet worden de woorden "vijf jaar" vervangen door de woorden "tien jaar".

Art. 4. In artikel 20, lid 2, van hetzelfde decreet worden de woorden "twee jaar" vervangen door de woorden "zeven jaar".

Afdeling 2. — *Erkenningen van de arbeidsgeneeskundige diensten*

Art. 5. De erkenningen van de arbeidsgeneeskundige diensten bedoeld in artikel 106 van het Algemeen Reglement op de Arbeidsbescherming, vallend onder het Waals Gewest en verstrijkend op 31 december 2018, worden van rechtswege verlengd totdat het Waalse Gewest nieuwe bepalingen terzake aanneemt.

Afdeling 3. — Wijzigingen in het decreet van 9 maart 2017 betreffende de verblijfkosten en de financiering van sommige apparaten van de zware medisch-technische diensten in ziekenhuizen

Art. 6. Artikel 22 van het decreet van 9 maart 2017 betreffende de verblijfkosten en de financiering van sommige apparaten van de zware medisch-technische diensten in ziekenhuizen wordt opgeheven.

Afdeling 4. — Wijzigingen in het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

Art. 7. Artikel 418/14 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wordt vervangen als volgt :

« Art. 418/14. Het Agentschap wordt belast met de controle op het gebruik van de subsidies toegekend aan het platform.”.

Art. 8. In het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wordt een artikel 283/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 283/1. De Regering legt de regels vast voor de programmatie, de erkenning, de controle, de organisatie van de verblijfs- en dagopvangdiensten voor personen met een handicap, gelegen op het grondgebied van het Franse taalgebied, maar waarvoor de beslissingen tot plaatsing en financiering bij een buitenlandse overheid liggen.”.

Art. 9. In artikel 118, eerste lid, van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid worden de bewoordingen “zoals omschreven in artikel 1, 13°, van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet” vervangen door de bewoordingen “zoals omschreven in artikel I.9, 55°, van het Wetboek van economisch recht”.

Art. 10. In artikel 121, eerste lid, van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wordt 3° vervangen als volgt :

“3° zich ertoe verbinden schuldbemiddeling aan te bieden zoals bedoeld in artikel I.9, 55°, van het Wetboek van economisch recht. In voorkomend geval, als er een collectieve schuldenregeling zoals bedoeld in de artikelen 1675/2 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek overwogen dient te worden, verbindt de publieke of privé-instelling zich ertoe, de persoon bedoeld in artikel 1675/2 van genoemd Wetboek erover in te lichten, haar bij te staan bij het opstellen van het verzoekschrift bedoeld in artikel 1675/4 van hetzelfde Wetboek en zich voor te stellen als schuldbemiddelaar in de zin van artikel 1675/4, § 2, 5°, van genoemd Wetboek of op die titel een andere gemachtigde schuldbemiddelaar voor te stellen overeenkomstig artikel 1675/17 van hetzelfde Wetboek.”;

Afdeling 5. — Wijzigingen in de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn

Art. 11. In artikel 45, § 2, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt :

“De mandaten en de bijlagen ervan kunnen elektronisch opgesteld en ondertekend worden.”.

Art. 12. In artikel 88 van dezelfde wet, laatst gewijzigd bij het decreet van 21 december 2016, worden volgende wijzigingen doorgevoerd :

1° in § 1 worden het eerste en het tweede lid vervangen als volgt :

“Het vast bureau vergadert jaarlijks in de loop van uiterlijk de maand september om de voorlopige initiële begroting van het volgend dienstjaar vast te leggen.

De Raad voor maatschappelijk welzijn vergadert jaarlijks in de loop van uiterlijk de maand oktober om de definitieve initiële begroting van het volgend dienstjaar vast te leggen. Op voorstel van het beheerscomité van het ziekenhuis legt de Raad voor maatschappelijk welzijn eveneens de begroting van elke ziekenhuis dat van het centrum afhangt, vast.”;

2° in § 1, lid 5, worden volgende wijzigingen doorgevoerd :

- de woorden “evenals hun reiskostenvergoedingen” worden toegevoegd tussen de woorden “de personeelsleden” en de woorden “het abonnement op het *Belgisch Staatsblad*”

- de woorden “het abonnement op het *Belgisch Staatsblad* en op het Provincieblad” worden opgeheven;

3° in paragraaf 2, lid 4, wordt het woord “ontvanger” vervangen door de woorden “financieel directeur”.

Art. 13. In dezelfde wet wordt een artikel 88bis ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 88bis. De OCMW's maken hun voorlopige initiële begroting, hun definitieve initiële begroting, en iedere begrotingswijziging aan de Regering over, volgens de nadere regels volgens laatstgenoemde vastgelegd.”.

Art. 14. In dezelfde wet wordt een artikel 88ter ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 88ter. Bij elke begroting en bij begrotingswijzigingen worden er door de OCMW's meerjarige begrotingsvooruitzichten aan de Regering overgemaakt, volgens de nadere regels door laatstgenoemde vastgelegd.”.

Art. 15. In artikel 89 van dezelfde wet, gewijzigd bij de decreten van 23 januari 2014 en 21 december 2016, worden volgende wijzigingen doorgevoerd :

1° het eerste en het tweede lid worden vervangen als volgt :

“Het vast bureau vergadert jaarlijks uiterlijk in de loop van de maand februari om de voorlopige begrotingsrekening van het voorafgaande jaar vast te leggen, waarin een overzicht is opgenomen van de toestand van de vastgestelde nettorechten, de verbintenissen en de op 31 december van het voorafgaande dienstjaar geboekte verrekeningen.”;

2° in lid 3, dat lid 2 wordt, wordt de volzin “De raad voor maatschappelijk welzijn bepaalt elk jaar de rekeningen van het vorig dienstjaar van het centrum en maakt ze uiterlijk 1 juni over aan de Regering onder de vorm van een “SIC” bestand. vervangen door de volzin “De Raad voor maatschappelijk welzijn vergadert jaarlijks in de loop van uiterlijk de maand mei om de rekeningen van het vorig dienstjaar vast te leggen.”.

Art. 16. Artikel 89bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, wordt gewijzigd als volgt :

1° in lid 1 worden de woorden “Binnen vijf dagen na aanneming ervan” vervangen door de woorden

“Tegelijk met het overzenden ervan aan de toezichthoudende overheid”;

2° het vijfde lid wordt opgeheven.

Art. 17. In dezelfde wet wordt een artikel 89^{ter} ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 89^{ter}. De OCMW's maken hun voorlopige begrotingsrekening en hun jaarrekeningen aan de Regering over, volgens de nadere regels door laatstgenoemde vastgelegd."

Art. 18. In dezelfde wet wordt een artikel 89^{quater} ingevoegd, luidend als volgt :

Art. 89^{quater}. De Regering zamelt in het kader van haar opdrachten ieder statistisch gegeven bij de OCMW's in. "

Art. 19. In artikel 91 van dezelfde wet, gewijzigd bij de decreten van 2 april 1998 en 8 december 2005, worden volgende wijzigingen doorgevoerd :

1° paragraaf 1, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

"De vastleggingen, verrekeningen of betaalbaarstellingen van een uitgave zijn slechts toegelaten voor een op de begroting voorkomende post, een voorlopig krediet toegekend onder de voorwaarden en binnen de door de Regering vastgestelde perken, een krachtens het derde lid en § 2 overgedragen krediet of een overeenkomstig artikel 88, § 2, toegekend krediet";

2° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

" § 3. In geval van ongunstig advies van de financieel directeur, zoals voorzien in artikel 46 of in de gevallen bepaald in artikel 64 van het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, aangepast aan de OCMW's, kan de Raad voor maatschappelijk welzijn of, in geval van delegatie toegekend krachtens deze wet, het orgaan of de persoon die houder is van de delegatie, onder zijn verantwoordelijkheid, beslissen dat de uitgave toegerekend en ten uitvoer gelegd wordt. De gemotiveerde beraadslaging van de Raad voor maatschappelijk welzijn of het orgaan of de persoon die houder is van de delegatie wordt bij het betalingsmandaat gevoegd.

Indien het een beraadslaging betreft van het orgaan of de persoon die houder is van de delegatie, wordt de raad daar onmiddellijk over ingelicht en het orgaan of de persoon die houder is van de delegatie kan eveneens beslissen zijn beslissingen voor te leggen aan de bekrachtiging door de Raad voor maatschappelijk welzijn op diens eerstvolgende zitting";

3° er wordt een paragraaf 4 ingevoegd, luidend als volgt:

" § 4. De leden van de Raad voor maatschappelijk welzijn, het orgaan of de persoon waaraan delegatie is verleend, zijn persoonlijk aansprakelijk voor de uitgaven die ze in strijd met § 1 vastleggen of betaalbaar stellen."

Art. 20. In artikel 93 van dezelfde wet, vervangen bij het decreet van 18 april 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 3 worden de woorden "waarvan de financieel directeur niet aan de oorsprong is" ingevoegd tussen de woorden "wegens diefstal" en de woorden "of verlies";

2 in paragraaf 4, lid 2, worden de woorden "als administratieve rechtbank" opgeheven.

Art. 21. In dezelfde wet wordt een artikel 115^{quater} ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 115^{quater}. Onverminderd artikel 728, § 3, lid 4, van het Gerechtelijk Wetboek, kan het vast bureau van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn ofwel één van zijn leden ofwel een personeelslid ofwel een advocaat aanwijzen om in naam van het OCMW voor de rechtbank te oordelen."

Art. 22. In dezelfde wet, gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2018, wordt artikel 124 vervangen door hetgeen volgt :

"Art. 124. De openbare centra voor maatschappelijk welzijn worden in de organen van de vereniging vertegenwoordigd door leden van hun raad voor maatschappelijk welzijn. Deze leden worden door de raad aangeduid volgens de regels bepaald bij artikel 27, § 6, lid 2, van deze wet voor de verkiezing van de leden van het vast bureau.

De bestuurders die de openbare centra voor maatschappelijk welzijn vertegenwoordigen, moeten van beide geslachten zijn. Hun aantal mag één vijfde van de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn niet overschrijden. Gesteld dat aan de bepaling bedoeld in artikel 125, lid 1, niet kan worden voldaan, kan het aantal bestuurders die de openbare centra voor maatschappelijk welzijn vertegenwoordigen op twee vijfde van de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn gebracht worden.

De bestuurders die de verenigde centra vertegenwoordigen worden naar evenredigheid met het geheel van de raden voor maatschappelijk welzijn van de overeenkomstig de artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek verenigde centra aangewezen.

Bij het berekenen van die evenredigheid wordt rekening gehouden met de eventuele statutaire criteria en de facultatieve individuele verklaringen van apparentering of hergroepering. Zij worden bekendgemaakt op de website van de gemeente.

De verklaringen van apparentering of hergroepering kunnen slechts één keer worden verricht, naar één enkele lijst en voor de gezamenlijke afgeleide mandaten van het raadslid van de raad voor maatschappelijk welzijn.

Het Centrum deelt de vereniging, uiterlijk op 1 maart van het jaar volgend op het jaar van de gemeenteraads- of provincieraadsverkiezingen, de naam van de raadsleden van de raad voor maatschappelijk welzijn, hun politieke fractie en, in voorkomend geval, de apparenteringen of de hergroeperingen mee zoals zij blijken uit de individuele verklaringen, waarvan ter zitting van de raad voor maatschappelijk welzijn akte is genomen.

Er wordt daarentegen bij de berekening van die evenredigheid geen rekening gehouden met de lijst(en) van de raadsleden, ingediend door een politiek fractie in de gemeenteraad die de democratische beginselen niet naleeft die met name vermeld zijn in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in de additionele protocollen bij dat Verdrag van kracht in België, bij de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden of in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd en van degenen die bestuurder van een vereniging waren op het ogenblik van de feiten ingevolge waarvan ze veroordeeld werd voor één van de overtredingen bepaald bij de wet van 30 juli 1981 of bij de wet van 23 maart 1995.

Daarnaast heeft iedere lijst van raadgevers, ingediend door een democratische politieke fractie van de gemeenteraad die minstens beschikt over minstens één verkozen in één van de verenigde centra en over minstens één verkozen in het Waals Parlement en die niet vertegenwoordigd is overeenkomstig het systeem van de proportionele vertegenwoordiging bedoeld in het tweede lid, recht op een zetel als waarnemer met raadgevende stem, zoals omschreven in artikel L5111-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

Iedere democratische politieke fractie, vertegenwoordigd in het Waals Parlement en in één van de gemeenten waarvan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn lid is van de vereniging die niet over een zetel beschikt in de raad van bestuur, recht op een zetel als waarnemer met raadgevende stem, zoals omschreven in artikel L5111-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie. Onder "democratische politieke fractie" dienen te worden verstaan, de politieke formaties die de democratische beginselen naleven die met name vermeld zijn in het Europees Verdrag van tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in de additionele protocollen bij dat Verdrag van kracht in België, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd, evenals de rechten en de vrijheden gewaarborgd door de Grondwet.

De raad van bestuur kan één of meerdere personeelsafgevaardigden omvatten, die met raadgevende stem zetelen.

De leden 1 tot 7 van dit artikel zijn *mutatis mutandis* van toepassing op de vertegenwoordigers van de gemeenten. ».

HOOFDSTUK III. — Maatregelen inzake tewerkstelling en vorm (verband houdend met de bevoegdheden, krachtens artikel 138 van de Grondwet overgedragen van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest)

Afdeling 1. — Wijzigingen aangebracht in het decreet van 10 mei 2013 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling)

Art. 23. In artikel 16, § 4, lid 2, worden de punten 1° tot 3° opgeheven.

Er wordt een nieuw lid ingevoegd na lid 2, luidende :

"Daarnaast kunnen de Regeringsleden, of hun gemachtigden, verzocht worden de Commissie bij te wonen, om laatstgenoemde verduidelijkingen te verschaffen over haar voorgelegde vragen."

Afdeling 2. — Wijzigingen aangebracht in het decreet van 10 mei 2003 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling)

Art. 24. Artikel 24bis, § 5, lid 2, wordt vervangen als volgt :

"Daarnaast kunnen de Regeringsleden, of hun gemachtigden, verzocht worden de Commissie bij te wonen, om laatstgenoemde verduidelijkingen te verschaffen over haar voorgelegde vragen."

Afdeling 3. — Wijzigingen aangebracht in het decreet van 3 mei 2009 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling)

Art. 25. Artikel 14, § 3, 4°, wordt opgeheven.

Er wordt een nieuw lid ingevoegd na lid 1, luidende :

"Daarnaast kunnen de Regeringsleden, of hun gemachtigden, verzocht worden de Commissie bij te wonen, om laatstgenoemde verduidelijkingen te verschaffen over haar voorgelegde vragen."

HOOFDSTUK IV. — Maatregel inzake duurzame ontwikkeling (verband houdend met de bevoegdheden, krachtens artikel 138 van de Grondwet overgedragen van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest)

Afdeling 1. — Wijziging aangebracht in het decreet van 27 juni 2013 betreffende de Waalse strategie inzake duurzame ontwikkeling voor de aangelegenheden, geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet

Art. 26. Artikel 9 van het decreet van 27 juni 2013 betreffende de Waalse strategie inzake duurzame ontwikkeling voor de aangelegenheden, geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, laatst gewijzigd op 16 februari 2017, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK V. — Wijziging van het Waals Landbouwwetboek

Art. 27. Artikel D.2 van het Waals Landbouwwetboek, gewijzigd bij het decreet van 23 maart 2017, wordt gewijzigd als volgt :

1° in artikel paragraaf 1 worden volgende wijzigingen aangebracht :

c) er wordt een punt 2/1° ingevoegd, luidend als volgt :

"2°/1 activiteiten in verband met sociale opvang in een landelijke omgeving;"

b) punt 3° wordt aangevuld met de woorden "en 2°/1";

2° paragraaf 2 wordt aangevuld met een punt 16°, luidend als volgt :

"16° sociale opvang in een landelijke omgeving".

Art. 28. In artikel D.3 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een punt 1/1° ingevoegd, luidend als volgt :

"1/1° sociale opvang in een landelijke omgeving". opvang in een rurale of landbouwomgeving van personen of groepen van personen van alle leeftijden die, om verscheidene redenen in verband met hun lichamelijke of geestelijke gezondheid, hun maatschappelijke, economische, administratieve of gezinstoestand, nood hebben aan een tijdelijk of regelmatig verblijf in een, van hun gewone leefomgeving verschillend, milieu dat in verband staat met het plattelandsleven of het landbouwleven;"

2° er wordt een punt 34/1° ingevoegd, luidend als volgt :

"34/1° structuur voor sociale opvang in een landelijke omgeving: iedere landbouwer of deelnemer of rurale structuur met een project inzake sociale opvang in een landelijke omgeving".

Art. 29. In Titel IV, hoofdstuk III, van hetzelfde Wetboek wordt een Afdeling 3/1 ingevoegd met als opschrift "Afdeling 3/1. Diensten voor de begeleiding van sociale opvang in een landelijke omgeving".

Art. 30. In Afdeling 3/1, ingevoegd bij artikel 29, wordt een artikel D.126/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D.126/1. § 1. De Regering erkent de diensten voor de begeleiding van sociale opvang in een landelijke omgeving volgens de nadere regels bepaald in de artikelen D.5 tot D.9.

De lijst der erkende diensten wordt jaarlijks door de Regering bekendgemaakt.

§ 2. De opdrachten van de diensten voor de begeleiding van sociale opvang in een landelijke omgeving kunnen de volgende zijn :

1° advies verstrekken over door de Regering voorgelegde vragen in verband met landbouw en sociale opvang in een landelijke omgeving;

2° in voorkomend geval, op eigen initiatief advies uitbrengen over vragen in verband met sociale opvang in een landelijke omgeving;

3° de invoering en de instandhouding van een samenwerkingsverband tussen één of meerdere structuren voor de sociale opvang in een landelijke omgeving en één of meerdere sociale of gezondheidsstructuren vlotter laten verlopen;

4° de structuren voor sociale opvang in een landelijke omgeving in het kader van hun sociale opvangproject omkaderen;

5° de actoren van het plattelandleven, het landbouwleven, het maatschappelijk leven of het gezondheidswezen informatie en vormingen verschaffen in verband met sociale opvang in een landelijke omgeving;

6° het brede publiek via communicatie, promotie en sensibilisering bekend maken met sociale opvang in een landelijke omgeving;

7° een netwerk opzetten van structuren voor sociale opvang in een landelijke omgeving en van sociale en gezondheidsstructuren.

De Regering kan andere opdrachten in verband met sociale opvang in een landelijke omgeving toevertrouwen aan de diensten voor de begeleiding van sociale opvang in een landelijke omgeving. ».

Art. 31. In dezelfde Afdeling 3/1 van hetzelfde Wetboek wordt een artikel D.126/2 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D.126/2. De Regering kan de diensten voor de begeleiding van sociale opvang in een landelijke omgeving subsidies verstrekken voor de opdrachten bepaald in artikel D.126/1.

Voor de subsidie bedoeld in lid 1 bedraagt het subsidiecijfer minstens 10 percent van de kostprijs van het beheer en de beheerskosten niet te boven gaan. De Regering kan bepalen hoe de kostprijs is samengesteld."

Art. 32. In dezelfde Afdeling 3/1 van hetzelfde Wetboek wordt een artikel D.126/3 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D.126/3. De diensten voor de begeleiding van sociale opvang in een landelijke omgeving kunnen het bedrag van een bijdrage aan de financiering van diens activiteiten vaststellen.

Dat bedrag gaat het bedrag van de kosten die de instelling werkelijk is aangegaan om haar opdrachten te vervullen niet te boven, voor zover de kosten die door de bijdrage gedekte worden op geen enkel ogenblik het voorwerp uitmaken van een dubbele subsidiëring of een terugbetaling."

Art. 33. In Titel VIII, hoofdstuk II, van hetzelfde Wetboek wordt een Afdeling 2/1 ingevoegd met als opschrift "Afdeling 2/1. Sociale opvang in een landelijke omgeving".

Art. 34. In Afdeling 2/1, ingevoegd bij artikel 33, wordt een onderafdeling 1 ingevoegd, luidend als volgt: "Toepassingsgebied en erkenningsvoorwaarden".

Art. 35. In onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 34, wordt een artikel D.218/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D.218/1. De sociale opvang in een landelijke omgeving draagt bij tot het doel vermeld in artikel D.1, § 3, lid 1, 4°

De opvang :

1° wordt verricht in een structuur voor sociale opvang in een landelijke omgeving;

2° is occasioneel of regelmatig, individueel of collectief, met of zonder huisvesting;

3° is een begeleiding en een deelname aan het dagelijks leven van de landbouwer en de landelijke structuur, gunstig voor manuele activiteiten in verband met de planten- en dierenwereld;

4° wordt, in voorkomend geval, in samenwerking uitgevoerd met een sociale of gezondheidsstructuur, erkend door de Regering."

Art. 36. In dezelfde Onderafdeling 1 wordt een artikel D.218/2 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D.218/2. De Regering kan structuren voor sociale opvang in een landelijke omgeving erkennen, met inachtneming van de artikelen D.5 tot D.10.

De toekenning van de erkenning wordt ondergeschikt gemaakt aan de inachtneming van de voorwaarden, bepaald door de Regering. Genoemde voorwaarden hebben betrekking op de rol van de sociale opvang in een landelijke omgeving met het oog op het nastreven van de doelstelling bedoeld in artikel D.1, § 3, 4°, en bevatten minstens :

1° de kenmerken van de gebouwen en onmiddellijke omgeving van de structuur voor sociale opvang in een landelijke omgeving;

2° de staat van onderhoud, gezondheid en schoonheid, het comfort en de veiligheid van de gebouwen en van de onmiddellijke omgeving van de structuur voor sociale opvang in een landelijke omgeving;

3° de vereiste van specifieke verzekeringen;

4° het voorhandenzijn van een project voor sociale opvang in een landelijke omgeving.

De Regering kan de toekenning van de erkenning ondergeschikt maken aan het sluiten van een eenvoudige samenwerkingsovereenkomst waarin minstens een sociale of gezondheidsstructuur, erkend door de Regering, en een structuur voor sociale opvang in een landelijke omgeving verenigd zijn, waarbij de naleving van de goede praktijken van de sociale opvang en de kwaliteit van het project voor sociale opvang gegarandeerd worden.

De Regering kan een vereenvoudigde procedure voor de verlenging van erkenningen, evenals de inhoud van de aanvraag tot verlenging van erkenningen vastleggen. Zij bepaalt eveneens de vorm van de aanvraag.

De initiële duur van de erkenning kan worden verlengd tot en met de afhandeling van de verlengingsaanvraag. ».

Art. 37. In dezelfde Onderafdeling 1 wordt een artikel D.218/3 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D.218/3. Wanneer de structuur voor sociale opvang in een landelijke omgeving ophoudt, aan één van de door de Regering vastgestelde voorwaarden te voldoen, kan de erkenning opgeschort of ingetrokken worden.

De Regering bepaalt de procedure voor de opschorting en de intrekking van de vergunning overeenkomstig artikel D.9.”

Art. 38. In Afdeling 2/1, ingevoegd bij artikel 33, wordt er een Onderafdeling 2 ingevoegd, luidend als volgt :
“Voorwaarde inzake de verbintenis, de evaluatie en de controle”.

Art. 39. In Onderafdeling 2, ingevoegd bij artikel 38, wordt een artikel D.218/4 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. D.218/4. Onverminderd de voorwaarden voor de toekenning van de erkenning of van de hernieuwing ervan, verbindt de houder van de erkenning zich tijdens de gehele duur daarvan, ertoe, de verplichtingen bepaald door de Regering in acht te nemen.”.

Art. 40. In dezelfde Onderafdeling 2 wordt een artikel D.218/5 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. D.218/5. De Regering wijst de bevoegde diensten aan die de evaluatie en de controle van de structuren voor sociale opvang in een landelijke omgeving moeten verrichten.

De Regering bepaalt de opdrachten die de diensten vervullen voor zover genoemde opdrachten minstens strekken tot :

1° het oplijsten van de structuren voor sociale opvang in een landelijke omgeving;

2° het verrichten van controlebezoeken in de structuren voor sociale opvang in een landelijke omgeving;

3° het bij elk nuttig middel nagaan of de structuren voor sociale opvang in een landelijke omgeving de voorwaarden voor de toekenning en de hernieuwing van de vergunning en hun na te leven verbintenissen tijdens de uitbating in acht nemen;

4° het evalueren van de structuren voor sociale opvang in een landelijke omgeving;

5° het formuleren van adviezen en aanbevelingen en het verzorgen van de opvolging bij de structuren voor sociale opvang in een landelijke omgeving;

6° het behandelen van de klachten, eventueel neergelegd door de opgevangen personen die in aanmerking komen voor projecten inzake sociale opvang in een landelijke omgeving of door verantwoordelijken van sociale of gezondheidsstructuren, erkend door de Regering.

De Regering bepaalt de modaliteiten van de evaluatie en van de controle. Zij bepaalt in dit opzicht de evaluatiecriteria.”.

Art. 41. In dezelfde Onderafdeling 2 wordt een artikel D.218/6 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. D.218/6. Met het oog op de evaluatie ervan, dienen de structuren voor sociale opvang in een landelijke omgeving, binnen een termijn bepaald door de Regering, een activiteitenverslag in bij de diensten aangewezen door de Regering.

De Regering bepaalt de inhoud van het activiteitenverslag. Zij kan de inhoud van het verslag laten afhangen van de soort opvang.

Zij kan bepalen dat het activiteitenverslag opgesteld kan worden met medewerking van of door een dienst bedoeld in artikel D.126/1.”.

Art. 42. In Afdeling 2/1, ingevoegd bij artikel 33, wordt er een Onderafdeling 3 ingevoegd, luidend als volgt :
« Beroepen ».

Art. 43. In Onderafdeling 3, ingevoegd bij artikel 42, wordt een artikel D.218/7 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. D.218/7. De aanvrager of de houder van een vergunning kan een gemotiveerd beroep bij de Regering indienen tegen de beslissing :

1° tot weigering van de vergunning;

2° tot weigering van de hernieuwing van de vergunning;

3° tot schorsing of intrekking van de vergunning.

Het beroep wordt ingediend binnen dertig dagen na ontvangst van de omstreden beslissing volgens de modaliteiten bedoeld in de artikelen D.17 en D.18.

Het beroep is opschortend indien het betrekking heeft op een beslissing bedoeld in lid 1, 2° of 3°. In dit geval wordt de beslissing opgeschort tot aan de beslissing van de Regering die over het beroep beslist.”.

Art. 44. In dezelfde Onderafdeling 3 wordt een artikel D.218/8 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. D.218/8. Binnen tien dagen na ontvangst van het beroep richt de Regering een bericht van ontvangst aan de aanvrager of aan de houder van een vergunning door elk middel dat vaste datum verleent aan de zending overeenkomstig artikel D.15.

Binnen negentig dagen na het versturen van het bericht van ontvangst bedoeld in vorig lid beslist de Regering over het beroep en geeft de aanvrager of de houder van een vergunning kennis van haar beslissing.

De beslissing van de Regering wordt meegedeeld aan de aanvrager of de houder van een vergunning door elk middel dat vaste datum verleent overeenkomstig artikel D.15.”.

Art. 45. In dezelfde Onderafdeling 3 wordt een artikel D.218/9 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. D.218/9. Indien de aanvrager of de houder van de vergunning de beslissing van de Regering niet gekregen heeft binnen de termijn bedoeld in artikel D.218/8, lid 2, kan hij een herinneringsschrijven aan de Regering richten. Dit schrijven wordt verstuurd door elk middel dat vaste datum verleent overeenkomstig artikel D.15. De inhoud ervan dient het woord “herinnering” te vermelden en op ondubbelzinnige wijze erom verzoeken dat over het beroep waarvan een afschrift bij het schrijven wordt gevoegd, beslist wordt. Indien de kennisgeving van de beslissing van de Regering binnen dertig dagen te rekenen van de ontvangst van de zending dat de herinnering inhoudt, uitblijft, wordt het stilzwijgen van de Regering geacht een beslissing tot verwerping van het beroep uit te maken.”.

HOOFDSTUK VI. — *Goed bestuur*

Art. 46. In het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, wordt een artikel 14/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 41/1. Als het bestuursorgaan van het organisme, krachtens de toepasbare organieke wetgeving zijn bevoegdheden ten dele overdraagt, vermeldt diens beraadslaging over de bevoegdheidsoverdrachten, welke bestuurs-handelingen worden overgedragen, en de duur van de delegatie, met een maximale, en verlengbare, duur van drie jaar. Er wordt bij gewone meerderheid over gestemd, met bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* en kennisgeving aan de vennoten, bestuurders en eventuele regeringscommissarissen. Na elke algehele hernieuwing van de raad van bestuur eindigt deze overdracht.

Het huishoudelijk reglement kan in bijzondere meerderheden voorzien.”.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 17 juli 2018.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,
Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën,
Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen,
Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

(1) Zitting 2017-2018.

Stukken van het Waals Parlement 1143 (2017-2018) Nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 17 juli 2018.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/204968]

19 JUILLET 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 relatif aux aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1290/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

Vu le règlement délégué (UE) n° 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et introduisant des dispositions transitoires;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.242, D.243, D.245 et D.246;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 relatif aux aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole;